



**Institut
EGA**

Enjeux géopolitiques contemporains

Cours de M. Romain BERTOLINO

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

www.institut-ega.org – secretariat@institut-ega.org

N°RNA : W712004835 - N°SIRET : 849 769 906 00025

Les enjeux énergétiques

Parmi les ressources énergétiques déterminantes, le pétrole et le gaz sont certainement celles qui produisent le plus d'effets. Le pétrole et le gaz s'avèrent être, en effet, à la fois source de revenus mais aussi de conflits. L'énergie est en ce sens, et c'est un fait, un enjeu géopolitique très actuel.

Plusieurs faits démontrent en quoi l'énergie a parfois influencé la politique étrangère menée par certains États. Il est ainsi possible de mentionner le cas des États-Unis, de même que celui de la Russie. Le pacte du Quincy en est le parfait exemple en ce qui concerne la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient : il s'agit là d'un pacte garantissant à l'Arabie saoudite une protection militaire assurée par les États-Unis en échange d'un approvisionnement énergétique garanti pour ce dernier. Ce pacte, conclu pour une durée de 60 ans en 1945 - renouvelé en 2005 sous la présidence de George W. Bush - explique en partie la géopolitique du Moyen-Orient, géopolitique qui est en partie déterminée par la relation étroite qu'entretiennent l'Arabie saoudite et les États-Unis.

Aussi, force est de constater que la Russie use de son influence en Europe par l'intermédiaire de ses gazoducs. Si l'on peut parler d'influence il serait néanmoins exagéré d'insister sur le fait que ces instruments diplomatiques - les gazoducs en étant véritablement - sont le « bras armé » de la Russie en Europe. En effet, il ne faut pas mettre de côté l'aspect commercial et l'importance que représentent de telles infrastructures sur le plan économique. Outre cet élément analytique, force est de constater que les différends gaziers russo-ukrainiens¹ (2006 ; 2009) sont également un exemple démontrant que l'énergie est un enjeu géopolitique.

En ce sens, nous étudierons tout d'abord en quoi le pétrole et le gaz sont des énergies stratégiques (I), avant de s'intéresser à la sécurité énergétique comme principale préoccupation des États (II).

I. Pétrole et gaz, des énergies stratégiques

Le pétrole et le gaz représentent véritablement des énergies fondamentales pour les États, et ce, pour de multiples raisons. D'ailleurs, et pour visualiser à quel point ces énergies représentent à elles-seules des enjeux, il est intéressant d'observer le mix énergétique mondial. À ce titre, le pétrole représente la source d'énergie dominante puisqu'il représente environ 33% du mix énergétique mondial, juste devant le charbon (environ 28%) - source d'énergie très consommée par

¹ En 2006, la Russie, par l'intermédiaire de la société Gazprom, et l'Ukraine étaient en conflit au sujet du paiement du gaz que l'Ukraine consommait et du prix du transit du gaz par les gazoducs ukrainiens. Cela a abouti à une grande baisse voire à une coupure de gaz pour de nombreux États de la région. En 2009, un conflit de plus grande envergure et plus durable (3 semaines) intervint. 18 États furent concernés par une baisse voire une coupure de gaz.

la Chine, à hauteur d'environ 75% - et le gaz naturel (environ 24%). Ainsi, on peut observer qu'il y a une véritable « dépendance » à l'échelle mondiale à l'égard de ces deux énergies (pétrole et gaz).

Au delà de cet aspect, le pétrole est caractérisé par son utilisation : cette énergie est en effet utilisée dans une multitude de secteurs et possède un rôle clé dans le secteur des transports. C'est ce qu'explique Marie-Claire Aoun : « le secteur des transports absorbe plus de la moitié de la consommation de brut mondiale »². Aussi, le pétrole est utilisé à des fins non-énergétiques.

De même, s'agissant de sécurité énergétique, certaines énergies sont plus sensibles que d'autres, les hydrocarbures étant des énergies particulièrement sensibles pour plusieurs raisons. Il y a d'abord très peu de substituts à ces énergies, quand bien même d'autres énergies se développent actuellement. Aussi, le gaz et le pétrole sont produits dans des zones géographiques sujettes à des conflits/tensions. Enfin, comme susmentionné, il s'agit d'énergies très largement consommées.

Il s'agira donc d'étudier l'enjeu économique que représente l'exploitation de ces ressources (A), avant de s'intéresser à la répartition géographiques de ces différentes énergies (B).

A. La production énergétique : un enjeu économique

Avant d'aborder les aspects géopolitiques et économiques du pétrole et du gaz, il demeure essentiel de s'intéresser à la notion de « réserve prouvée », terminologie qui renvoie aux aspects géologiques, techniques et également économiques de l'exploitation du pétrole et du gaz.

En effet, l'INSEE définit les réserves prouvées comme « les quantités d'hydrocarbures, de charbon qui, selon les informations géologiques et techniques disponibles, ont une forte probabilité (>90%) d'être récupérées dans le futur, à partir des gisements connus et dans les conditions technico-économiques existantes ». L'INSEE ajoute également que cette « estimation est donc continuellement réévaluée en fonction des nouvelles découvertes de l'évolution des cours et de l'amélioration de la récupération sur les champs existants ». En d'autres termes, et pour ce qui nous concerne, les réserves prouvées renvoient aux volumes d'hydrocarbures que les compagnies pétrolières peuvent extraire avec les techniques actuelles.

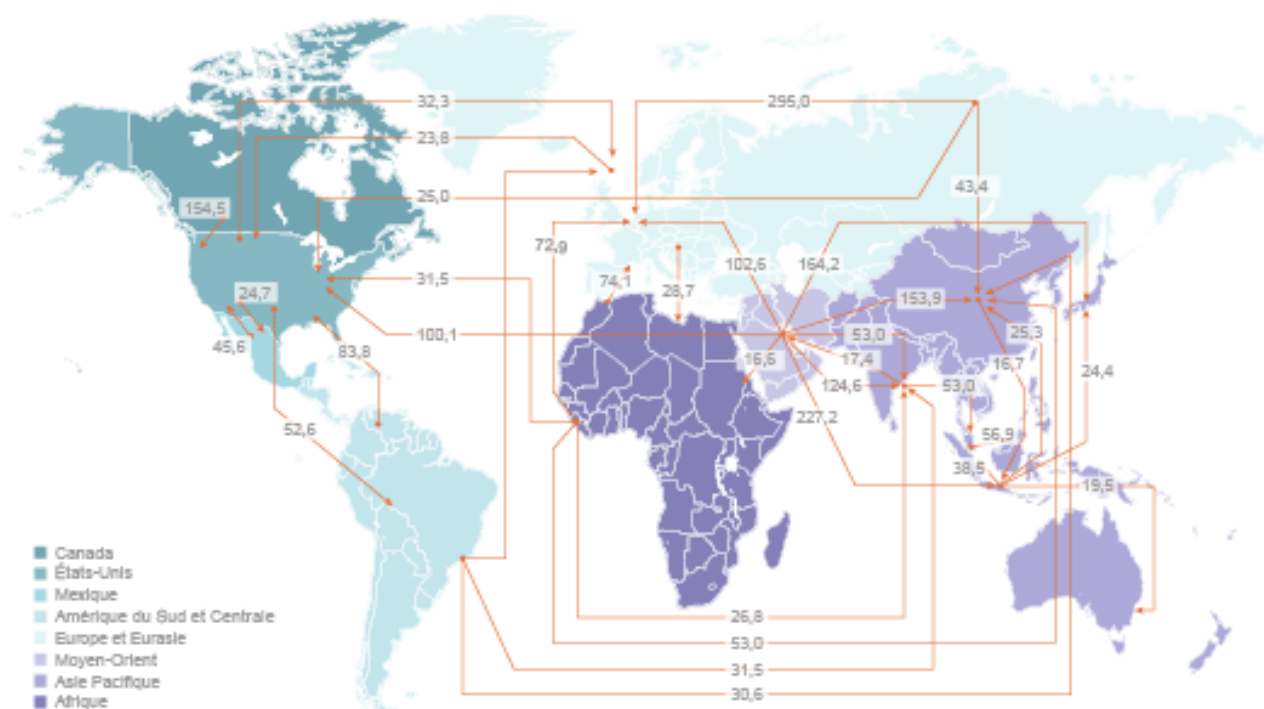
Cette définition explique pourquoi des gisements inexploités et connus depuis plusieurs années - voire dizaines d'années - sont désormais exploités. Cette terminologie nous permet également de comprendre un élément fondamental du secteur : les réserves prouvées sont amenées à évoluer en fonction de l'évolution des techniques d'exploitation.

Le concept de rente pétrolière ou gazière - soit la contrepartie du droit du propriétaire provenant de ses ressources - est un élément prépondérant dans l'exploitation des hydrocarbures. À

² Marie-Claire Aoun, « Le marché pétrolier à un tournant », *Politique étrangère*, vol. automne, no. 3, 2018, pp. 119-129.

ce titre, il est intéressant de relever que les coûts de production du pétrole et du gaz au Moyen-Orient sont les plus bas du monde. En termes de production, 100 millions de barils de pétrole sont actuellement produits par jour, les deux tiers de la production totale de pétrole étant commercialisés.

Principaux flux de pétrole en 2013 (en millions de tonnes)



Crédit : Connaissance des Énergies

B. Gisements pétroliers et gaziers : approche géographique

S'agissant des gisements, il est utile de faire une distinction entre le pétrole et le gaz. Concernant tout d'abord le pétrole, environ 50% des réserves prouvées mondiales de pétrole se situent au Moyen-Orient. Il y a également de grandes réserves prouvées sur le continent américain, le Venezuela possédant d'ailleurs les plus grandes réserves de pétrole à l'échelle mondiale. Le Canada et les États-Unis possèdent également de grandes réserves prouvées. Cependant, il s'agit là - sur le continent américain - de pétrole dit « non-conventionnel », pétrole dont les coûts d'exploitation sont moins rentables.

S'agissant du gaz, le Moyen-Orient représente 40% des réserves prouvées, ceci explique pourquoi la région est doublement stratégique. Le Qatar, à ce titre, est le premier exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL). Le continent américain est également caractérisé par d'importantes réserves de gaz. Les États-Unis ont à ce titre de grandes réserves, de même que le Canada. La Russie est également un très grand producteur de gaz, les pays européens d'Europe centrale et orientale

s'approvisionnant auprès de la Russie à hauteur d'environ 80%³ - néanmoins, et afin de nuancer cette donnée, il faut également prendre en compte la part du gaz naturel liquéfié dans la consommation finale énergétique des États pour analyser s'il y a une véritable dépendance. La Norvège est également productrice de gaz. Enfin, il est essentiel d'évoquer l'importance des pays du Maghreb dans cette production, puisque la Libye, et surtout l'Algérie sont d'importants producteurs de gaz. En Asie, la Malaisie et l'Indonésie produisent également du gaz.

Ainsi, l'ensemble de ces informations nous permet de nous rendre compte de l'importance du facteur géographique et des différentes réalités que celui-ci engendre : éloignement entre les États producteurs et les États importateurs, détroits, etc. La stratégie des États aussi bien importateurs qu'exportateurs est justement basée sur ces considérations, ces dernières engendrant des basculements au sein de leur politique étrangère (diversification des importations énergétiques, augmentation du budget militaire en vue de sécuriser l'acheminement des ressources, etc.).

II. La sécurité énergétique : un enjeu étatique

L'énergie représente donc un enjeu géopolitique du fait des multiples facteurs que nous venons d'évoquer. Cependant, il demeure essentiel de s'intéresser à la sécurisation énergétique comme enjeu étatique primordial. Il s'agira donc d'étudier en quoi l'acheminement de ces énergies représente un véritable défi (A), avant de procéder à une étude comparative focalisée sur la sécurisation des acheminements (B).

A. Pétrole et gaz : le défi de l'acheminement

Le pétrole et le gaz, une fois produits, sont soit consommés sur place par l'État producteur, soit consommés à l'étranger, leur transport pouvant être opéré par différents moyens. En ce sens, aussi bien le pétrole que le gaz sont concernés par l'importance des infrastructures énergétiques dans le cadre de leur acheminement. Le pétrole peut à ce titre être acheminé par la voie terrestre par des camions citernes, ou bien *via* des oléoducs (ou « *pipelines* »), tandis que le gaz peut-être transporté *via* des gazoducs.

Comme susmentionné, les gazoducs représentent un procédé efficace pour un État (cf. Russie). Néanmoins, ce mode d'exportation repose sur la stabilité des États sur lesquels le gazoduc est installé, ceci pouvant entraîner des conflits et des perturbations dans le cadre de l'acheminement des ressources concernées.

Egalement, le pétrole ou le gaz peuvent être transportés par la voie maritime par l'intermédiaire de pétroliers (ou « *tankers* ») ou de méthaniers (ici pour le gaz). Dans ce cadre, en

³ Selon le « BP Statistical Review of World Energy » de juin 2014, la Hongrie affichait une dépendance au gaz russe d'un peu plus de 80%.

plus des navires, les différents États impliqués dans ce commerce devront une nouvelle fois se doter d'infrastructures adéquates pour l'exportation et l'importation de ces énergies, et plus particulièrement dans le cadre du gaz.

En effet, le gaz naturel liquéfié (GNL) nécessite de lourds investissements - ces derniers pouvant s'avérer nécessaires si l'on prend en compte l'importante flexibilité qu'offre le transport de gaz par voie maritime, ceci participant à augmenter un peu plus la sécurisation énergétique d'un État donné - puisque le pays exportateur devra construire une usine de liquéfaction tandis que le pays importateur devra construire un terminal méthanier (l'ensemble du processus pouvant être visualisé ci-dessous). À titre informatif, la France possède quatre terminaux méthaniers et d'autres terminaux européens sont également présents en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni. Enfin, les infrastructures de stockage sont fondamentales aussi bien pour les pays exportateurs qu'importateurs.

B. La sécurisation des acheminements : étude comparative

La sécurisation des acheminements pétroliers et gaziers est un enjeu particulièrement prépondérant. Cette sécurisation, essentielle au commerce énergétique, peut varier selon la situation géographique d'un État et de ses alliances/partenariats. En ce sens, une multitude de cas peuvent être évoqués pour illustrer cela.

La situation en Asie est intéressante puisque les pays asiatiques, très dynamiques, importent massivement du pétrole et du gaz depuis le Moyen-Orient - quand bien même certains États disposent d'importantes réserves (Brunei, Indonésie). Ces importations sont principalement destinées au Japon et à la Chine. Néanmoins, ces approvisionnements énergétiques sont dépendants des routes commerciales reliant le Moyen-Orient à ces États, ce qui n'est pas sans incidence sur leur stratégie navale et terrestre (cf. *Corridor* stratégique).

Egalement, le cas du continent américain est très parlant. Les États-Unis se trouvent dans une situation particulièrement positive car, en plus d'être redevenu un important producteur de pétrole, le pays possède des voisins producteurs de pétrole et de gaz avec lesquels il conserve de très bonnes relations diplomatiques. Les États-Unis ont une très bonne sécurité énergétique puisqu'en cas de besoin ils peuvent solliciter leurs partenaires nord-américains pour importer du gaz ou du pétrole.

Enfin, le cas de l'Europe est également intéressant puisque les États de cette région ne peuvent se reposer sur d'importantes réserves. La mer du Nord, qui constituait une opportunité il y a quelques années, est désormais en déclin. De ce fait, les États européens importent massivement depuis plusieurs zones géographiques : Moyen-Orient, Afrique, Russie. Cette diversification des approvisionnements n'est cependant pas la réalité que connaît l'ensemble des États européens

puisque pour des raisons historiques, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) sont majoritairement très dépendants du gaz russe. Le partenaire algérien est également très important pour certains États européens, dont la France.